

Unité départementale du Loiret
3, rue du Carbone
45072 ORLEANS CEDEX 2

Orléans, le 05/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



GXO LOGISTICS FRANCE

76 Avenue du Général Patton
ZI route d'Etampes - BP 62
45330 LE MALESHERBOIS

Références : EB 275/2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement GXO LOGISTICS FRANCE implanté 76 Avenue du Général Patton ZI route d'Etampes - BP 62 45330 LE MALESHERBOIS. L'inspection a été annoncée le 11/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GXO LOGISTICS FRANCE
- 76 Avenue du Général Patton ZI route d'Etampes - BP 62 45330 LE MALESHERBOIS
- Code AIOT dans GUN : 0010000854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

L'établissement est exploité par la société GXO LOGISTICS FRANCE sous couvert de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2004 modifié le 21 juillet 2015. L'entrepôt est actuellement soumis au régime de l'autorisation notamment au titre des rubriques n° 4320, 4321, 4331, 4511 et 4755 de la nomenclature des installations classées. Ce site est classé « seuil bas ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite précédente;
- Etat des stocks;
- Gestion des accès et circulation;
- Moyen de lutte contre l'incendie et rétention;
- POI et plan de défense incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Point 1-Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	/	Mise en demeure, respect de prescription
point 1ter - Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Point 5-plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.1 annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 6-Gestion suites visite 28/07/2020-détection	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.6 AM 24/09/2020 et point 22 annexe II AM 11/04/2017	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 8bis - bassin de confinement-eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11 annexe II et Art. 3.1.3.2 AP 10/12/2004	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 12-Conditions de stockage-rack	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 16-Ventilation local de charge	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Point 2.6 et 4.9 annexe I	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 19-Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 20- Débourbeur/déshuileur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.4 Annexe II et Art. 1.6.2 AP 10/12/2004	/	Mise en demeure, respect de prescription
Point 21 – Débourbeur/déshuileur-station service	Arrêté Préfectoral du 10/11/2004, article Art. 4.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 1bis - état des stocks	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 1.3	/	Sans objet
Point 4-circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/12/2004, article Art. 3.5.2.1	/	Sans objet
Point 8-rétention déportée	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.4 et 5.2.5	/	Sans objet
Point 17-Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article 3.5.7.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 18-flux thermiques et réserves d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 4.1 et 5.4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Point 2-Limitation d'accès et clôtures	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II.2	/	Sans objet
Point 3-Accès	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II.3	/	Sans objet
Point 7-Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.1	/	Sans objet
Point 9-Gestion suites visite 28/07/2020-rétention	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.6	/	Sans objet
Point 10-Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6	/	Sans objet
Point 11-Conditions de stockage-masse	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6	/	Sans objet
Point 13-Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6	/	Sans objet
Point 14-moyen 1ere intervention	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 > I.	/	Sans objet
Point 15-système extinction automatique	Arrêté Ministériel du 20/09/2020, article Art. VI.5.II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Point 1-Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : L'état des stocks présenté en inspection par l'exploitant est incomplet. En effet, l'ensemble des produits stockés dans les installations et notamment ceux relevant des rubriques 4XXX ne sont pas mentionnés dans cet état des stocks. (C1)</p> <p>L'exploitant doit vérifier la quantité de fluide frigorigènes contenue dans ces groupes froids. Le cas échéant, l'exploitant doit également vérifier si ces groupes froids sont à jour d'une part de leurs contrôles périodiques d'étanchéité au titre de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 et d'autre part de leurs contrôles périodiques au titre des équipements sous pression s'ils sont soumis au suivi en service défini à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p> <p>Observations : L'exploitant a présenté l'état des stocks du 26/04/2022 extrait à 18h06</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté les stockages de palettes de produits nettoyant WC et</p>

d'aérosols extrêmement inflammables dans la zone transit (Bâtiment B1). Ces produits sont arrivés sur le site de Malesherbes le 22/04/2022 et devaient repartir le 28/04/2022. Ces produits sont bien stockés dans l'établissement mais non présents dans l'état des stocks.

L'état des stocks ne mentionne pas non plus la quantité de carburants présente dans les cuves de la station service du site.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir de groupes froid sur le site.

Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de groupes froids installés en extérieur entre les bâtiments B1 et B4.

L'exploitant doit vérifier la quantité de fluide frigorigènes contenue dans ces groupes froids. Le cas échéant, l'exploitant doit également vérifier si ces groupes froids sont à jour d'une part de leurs contrôles périodiques d'étanchéité au titre de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 et d'autre part de leurs contrôles périodiques au titre des équipements sous pression s'ils sont soumis au suivi en service défini à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

D'autres observations ont été consignées par l'inspection dans le cadre de ce thème qui relèvent des "informations classées au titre du secret industriel". Elles sont détaillées dans la partie confidentielle du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 1bis - état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 1.3

Thème(s) : Situation administrative, Statut SEVESO

Prescription contrôlée :

L'établissement est classé seuil bas par dépassement direct d'un seuil au titre des rubriques 4320, 4321 et 4511 de la nomenclature.

Constats : L'état des stocks présenté par l'exploitant le jour de la visite fait apparaître un dépassement du statut SEVESO Seuil bas au titre de la rubrique 47XX. (C2)

Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : point 1ter - Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Quantité et localisation des stocks
Prescription contrôlée : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES "Tableau de classement confidentiel puisque contenant de données sensibles." * Le volume de produits liquides dangereux est limité à 6250 m3 dans chacune des cellules A, B et C. Le volume de produits liquides inflammables ou combustibles est limité à 2500 m3 dans chacune des cellules A, B et C.
Constats : L'état de stocks présenté pas l'exploitant le jour de la visite fait apparaître un dépassement des quantités de produits stockés autorisés par l'arrêté préfectoral de l'établissement relevant de la rubrique 47XX. (C3) L'état de stocks présenté pas l'exploitant le jour de la visite fait apparaître un stockage de produits relevant de la rubrique 47XX dans la cellule D du bâtiment B4 et la cellule E du bâtiment B1 non autorisées à stocker ces produits. (C4) L'état des stocks présenté pas l'exploitant le jour de la visite mentionne que l'exploitant dépasse le volume autorisé de stockage de produits liquides inflammables ou combustibles dans la cellule A qui est limité à 2500 m ³ par cellule. (C5) Le jour de la visite, l'inspection a constaté le stockage de produits nettoyant et d'aérosols extrêmement inflammable dans la zone transit du bâtiment B1 alors que ces produits ne sont pas autorisés dans cette partie de l'installation. (C6)
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 2-Limitation d'accès et clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II.2
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation d'accès et clôtures
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux installations. Les réceptifs mobiles sont implantés sur un site clôturé. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement. (La hauteur minimale de la clôture, mesurée à partir du sol du côté extérieur, est de 2 mètres.)Non applicable Le préfet peut autoriser par arrêté préfectoral des dispositions alternatives, tenant compte de la configuration du site.
Constats : L'inspection n'a pas constaté d'écart lors de la visite.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 3-Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article II.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : I. - Les installations disposent en permanence d'un accès positionné de telle sorte qu'il soit toujours accessible pour permettre l'intervention de services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent. Le cas échéant, si un arrêté préfectoral pris à la date de publication du présent arrêté prévoit deux accès, l'exploitant s'assure du respect de cette prescription. II. - L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ». (alinéa applicable au 01/01/2023)
Constats : L'inspection n'a pas constaté d'écart lors de la visite.
Observations : cf partie confidentielle L'inspection n'a pas constaté le stationnement de véhicules pouvant gêner l'intervention du SDIS. La matérialisation accès pompiers a été constaté sur les portails d'accès. L'accès du SDIS est effectué par les entrées VL personnel et PL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 4-circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2004, article Art. 3.5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, circulation, accès et formation
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique. L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Les conditions de gardiennage sont en écart. (C7) L'exploitant ne justifie pas d'une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien. (C8) L'exploitant ne justifie pas que le personnel de gardiennage a reçu une formation spécifique aux installations et risques encourus. (C9)
Observations : cf partie confidentielle L'exploitant a indiqué que le site dispose d'un protocole de sécurité pour rentrer sur le site. Les visiteurs et chauffeurs PL doivent signer un document type. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien existe. L'exploitant a indiqué que les directeurs ont suivi récemment une formation sur le POI mais aucune fiche d'émargement n'a été mise en place pour attester des personnes présentes. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le personnel de gardiennage a reçu une formation spécifique aux installations et risques encourus.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 5-plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.1 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, plan des réseaux
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). « Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »
Constats : Le plan des réseaux est incomplet. (C10)
Observations : L'exploitant a présenté un plan des réseaux du site établi le 11/10/2004. Le plan des réseaux est incomplet. En effet, à titre d'exemple, l'inspection a constaté l'absence ou l'incertitude des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• Absence des réseaux issus de la station service,• Absence du débourbeur/déshuileur,• Absence des réseaux des eaux pluviales de toiture du bâtiment B1,• Absence de la vanne manuelle à clapet mentionnée dans le POI• Mention de réseaux AEP, EP et EU à créer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 6-Gestion suites visite 28/07/2020-détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.6 AM 24/09/2020 et point 22 annexe II AM 11/04/2017
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Art. IV.6 AM 24/09/2020 Vérifications périodiques et contrôles L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menés par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Point 22 annexe AM 11/04/2017 L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu,

colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

Constats : L'exploitant ne justifie pas d'une bonne maintenance des matériels de détection incendie et ne justifie pas de l'ensemble des vérifications périodiques des détecteurs incendie (vérification périodique des détecteurs incendie situés au-dessus des portes coupe feu et vérification périodique des détecteurs incendie du bâtiment B1 non exhaustive). (C11)

Observations : Pour le bâtiment B1 :

L'exploitant a indiqué réaliser une vérification semestrielle de la détection incendie.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique de la société CHUBB relatif à la détection incendie du bâtiment B1 réalisée le 25/11/2021. Le rapport mentionne que l'intervenant a réalisé le test d'un point de détection et d'un déclencheur manuel par zone.

L'exploitant a également présenté le rapport précédent établi par CHUBB le 22/06/2021. Il est mentionné dans le rapport « tests des détecteurs de fumée – reste deux rangées à vérifier dans l'entrepôt n°2. Ils seront vérifiés lors de la 2e vérification annuelle. »

L'inspection constate que le prestataire ne contrôle pas l'ensemble des détecteurs incendie bien qu'il conclut dans ses rapports que la détection incendie est opérationnelle.

En conséquence, la maintenance exhaustive des matériels de sécurité n'est donc pas assurée.

Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser si les préconisations constructeur mentionnent des périodicités de contrôle plus restreintes ou des préconisations de remplacement des détecteurs.

L'exploitant pourrait utilement vérifier les éventuelles préconisations concernant les périodicités de contrôle et les remplacements des détecteurs incendie.

Pour le bâtiment B4 :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les portes coupe feu du bâtiment B4 sont munis de détecteur de fumées ponctuels.

L'exploitant n'a pas justifié du contrôle des détecteurs incendie installés sur les portes coupes feu du bâtiment B4.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté une attestation de la société SCUTUM INCENDIE du 19/02/2021 relatif au contrôle de la SSI du bâtiment B4 (DM+asservissement sonore) → bon état et pas d'anomalie détectée.

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage les moyens de lutte contre l'incendie suivant :

- RIA n°16 : contrôle périodique de 10/2021 ;
- Extincteur n°24 : contrôle périodique de 02/2022 ;
- Porte coupe feu n°1 (045DS) : contrôle périodique de 03/2022.

L'inspection n'a pas contrôlé l'enregistrement de ces contrôles dans un registre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 7-Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de liquides inflammables, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur. Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack.
Constats : Conforme
Observations : Le bâtiment B1 est dépourvu d'un système d'extinction automatique (antériorité). Le bâtiment B4 dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie via le système d'extinction automatique incendie. L'exploitant a indiqué que la détection automatique incendie comprend un report d'alarme en tout temps. Cf point précédent. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un système d'extinction automatique dans les cellules A à D comprenant un réseau en toiture et 4 niveaux intermédiaires sur les racks. L'inspection n'a pas contrôlé le caractère opérationnel d'une alarme et la présence éventuelle d'un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 8-rétention déportée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.4 et 5.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, rétention déportée
Prescription contrôlée : Art. 5.2.4 [...] Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure de 3000 m3. Art. 5.2.5 Lorsqu'elle est nécessaire, la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé, s'il existe (cas d'un dispositif passif). [...] En cas de dispositif de confinement extérieur au bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers ce confinement. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, ces systèmes sont munis d'un dispositif d'arrêt automatique et manuel.
Constats : L'exploitant ne justifie pas, en permanence, du volume utile du bassin de rétention de 3 000 m³. (C12)
Observations : Le POI de 2017 mentionne la présence sur site de 1 vanne à clapet à fermer

manuellement, d'une vanne de barrage motorisée et d'une vanne de barrage manuelle.

L'exploitant a présenté la fiche réflexe n°12-fiche réflexe vanne de barrage relative au mode opératoire de fermeture des vannes du site.

Cette fiche mentionne la présence d'une vanne de barrage automatique pour le bâtiment B4, d'une vanne manuelle pour le bâtiment B1 et d'une vanne de barrage pour le bassin de rétention.

Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure d'identifier formellement le personnel formé à l'application de cette fiche réflexe et de la localisation des vannes.

L'exploitant a indiqué que le bassin de rétention n'est pas muni d'une pompe de relevage. Sa vidange est effectuée par la mise en place d'une pompe en cas de besoin.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin de rétention contenait de l'eau dont la quantité ne permettait plus de voir le fond du bassin. L'exploitant a indiqué qu'un piquet est placé au fond du bassin sur lequel un niveau marqué à la peinture indiquant une hauteur maximale au-delà duquel le bassin de rétention doit être vidé des eaux de pluie.

Or, lors de la visite, la marque de peinture avait disparue.

L'exploitant n'est donc plus en mesure de justifier du volume utile du bassin de rétention.

Vanne de barrage motorisée du B4 :

L'exploitant a indiqué que lors d'un incendie, l'ensemble des liquides contenus dans le bâtiment B4 sont retenus dans le bâtiment et dans les réseaux enterrés grâce à la vanne de barrage maintenue en position fermée.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la vanne de barrage motorisée du bâtiment B4 était en position fermée. Néanmoins, la mise en route automatique de la vanne n'a pas fonctionné. De plus, la fermeture manuelle de cette vanne est incertaine puisque en fin de course, la vanne n'a pas de butée permettant de s'assurer qu'elle est complètement fermée.

Vanne à clapet :

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une vanne à clapet située au droit d'un avaloir sur la voirie de circulation du côté des quais du bâtiment B4. La vanne est maintenue ouverte. Le clapet est en position relevée et maintenu par une chaîne.

A noter que la localisation de cette vanne, par l'exploitant, a été laborieuse le jour de la visite.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer l'origine et la destination des eaux collectées par la canalisation. Sur le plan des réseaux, sauf erreur, les eaux sont dirigées vers la vanne de barrage manuel du bassin de rétention de 3000 m³.

L'exploitant pourrait utilement vérifier l'utilité, la zone collectée des eaux transitant par cette vanne et la destination de la canalisation passant par cette vanne.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 8bis - bassin de confinement-eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11 annexe II et Art. 3.1.3.2 AP 10/12/2004
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif automatique d'obturation
Prescription contrôlée : Point 11 annexe II AM 11/04/2017 [...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...] Art. 3.1.3.2. AP 10/12/2004 Isolement du site Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Cet isolement est réalisé par asservissement des vannes d'isolement au système d'extinction automatique d'incendie ou par tout système équivalent. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le bassin de rétention externe de 3 000 m ³ dans lequel sont susceptibles d'être recueillies des eaux susceptibles d'être polluées ou des eaux d'incendie n'est pas muni d'un dispositif automatique d'obturation et asservi au système d'extinction automatique incendie. (C13)
Observations : La rétention déportée de 3000 m ³ sert également de bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées et les eaux d'incendie. Vanne de barrage manuelle du bassin de rétention de 3000 m ³ : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la vanne de barrage du bassin de rétention est manuelle. La clé de manœuvre de la vanne d'isolement était présente et fonctionnelle (testée par le personnel présent). La vanne était en position ouverte, c'est-à-dire que les eaux étaient dirigées vers le débourbeur/déshuileur avant rejet dans le bassin d'infiltration. Néanmoins, cette vanne est uniquement manuelle. Puisque les eaux susceptibles d'être polluées ou les eaux d'incendie transite par cette vanne avant rejet dans le bassin de rétention, elle doit être automatique conformément aux exigences réglementaires. Enfin, l'exploitant pourrait utilement préciser par une signalisation claire et synthétique la direction du flux des eaux transitant par la vanne de barrage (soit vers le bassin de rétention soit vers le bassin d'infiltration). Par ailleurs, il est vu en inspection la présence d'un bassin équipé d'une bâche étanche, positionné entre le stockage de palette extérieur et le bassin de rétention. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer la fonction de ce bassin. Il déclare que ce dernier est condamné. Pour autant, il est constate que des canalisations débouchent dans ce bassin et que ce dernier ne présente pas de trace de débordement. Ces constats supposent que l'une des canalisations fonctionne en trop plein. Dès lors, l'exploitant doit vérifier et justifier sur le plan des réseaux la fonction de ce bassin et son exutoire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 9-Gestion suites visite 28/07/2020-rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, siphon coupe feu
Prescription contrôlée : Les dispositions de cet article sont spécifiques aux rétentions extérieures à tout bâtiment. La disposition et la pente du sol autour des récipients mobiles sont telles que, en cas de fuite, les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les récipients mobiles et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux cellules de stockage. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent d'un équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre la cellule de stockage et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-feu). La rétention déportée est dimensionnée de manière qu'il ne puisse y avoir surverse de liquide inflammable lors de son arrivée éventuelle dans la rétention.
Constats : L'inspection n'a pas constaté d'écart.
Observations : L'inspection a constaté la présence d'avaloir dans les cellules du bâtiment B4. Les pentes des sols dirigent les écoulements vers ces avaloirs. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un siphon coupe feu au droit d'un avaloir situé dans la cellule D du bâtiment B4. L'exploitant a indiqué que l'ensemble des produits liquides du bâtiment B4 sont contenus dans ce dernier grâce à la vanne de barrage motorisée maintenue en position fermée en fonctionnement normal de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 10-Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.
Constats : Pas d'écart constaté le jour de la visite.
Observations : L'inspection n'a pas constaté que la distance entre le système d'extinction automatique incendie en toiture et le sommet de la palette était inférieure à 1m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 11-Conditions de stockage-masse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage-masse
Prescription contrôlée : Les produits stockés en vrac sont séparés des autres produits par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Les produits stockés en masse (notamment en sac, récipient ou palette) forment des îlots limités selon les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ;- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;- la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres.
Constats : Sans objet
Observations : L'exploitant a indiqué qu'aucun stockage masse ou vrac n'est présent sur le site. Seule la présence de palettes au sol, sur les quais, a été constaté ne constituant pas du stockage si ces palettes sont expédiées dans la journée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 12-Conditions de stockage-rack

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage-rack
Prescription contrôlée : La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur. La hauteur de stockage en rayonnage ou en paletier est au maximum égale à l'une des valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 8 mètres en l'absence de système d'extinction automatique ;- 12,7 mètres en présence d'un système d'extinction automatique hors rack ;- 20 mètres en présence d'un système d'extinction automatique sur rack.
Constats : L'exploitant stocke des liquides inflammables en récipients mobiles au-delà de 5 m de hauteur. (C14)
Observations : Dans les cellules du bâtiment B4, l'inspection a constaté le stockage d'alcools de bouche relevant de la rubrique 47XX et dont les propriétés sont assimilables à des liquides inflammables, au-dessus de 5 m de hauteur. En effet , des alcools du type rhum ou whiskey ont été constatés au-delà de 5 m de hauteur. Dans le bâtiment B1, dépourvu de système d'extinction automatique incendie, l'exploitant a indiqué que la hauteur de stockage était inférieure à 8m.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 13-Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article Art. 5.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettiers.
Constats : Pas d'écart constaté le jour de la visite.
Observations : L'inspection n'a pas constaté de stockage contre les parois des cellules.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 14-moyen 1ere intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.5 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions applicables aux stockages couverts
Prescription contrôlée : I.En tout état de cause, l'exploitant dispose de moyens de première intervention permettant de faire face à un début d'incendie de liquides inflammables et réunit les moyens hydrauliques nécessaires afin de protéger les autres installations ou parties du stockage couvert susceptibles de propager le sinistre ou d'en augmenter les effets ainsi que les installations participant à la lutte contre l'incendie.
Constats : Conforme
Observations : L'inspection a constaté la présence de dispositifs d'extinction de première intervention (RIA, extincteur). Cf point de contrôle 6.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 15-système extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2020, article Art. VI.5.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions applicables aux stockages couverts
Prescription contrôlée : II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables. Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place. Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a présenté une attestation de conformité du système d'extinction automatique incendie Q1 (règle APSAD) du 22/01/2020 réalisée par la société ENGIE EQUANS. L'attestation ne mentionne aucune anomalie. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence dans le local sprinkler des registres de suivi et de maintenance du sprinklage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 16-Ventilation local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Point 2.6 et 4.9 annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation et asservissement de la charge
Prescription contrôlée : Point 2.6 annexe I Ventilation : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. [...] Point 4.9 annexe I Pour les parties de l'installation identifiées au point 4.3 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.
Constats : Le local de charge n'est pas convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. (C15)
En l'absence d'une détection de gaz hydrogène, les opérations de charge ne sont pas asservies à la ventilation. (C16)
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la ventilation du local de charge était inopérante. En effet, le ventilateur en toiture ne fonctionnait pas. De plus, l'inspection a constaté que des engins de manutention étaient en cours de charge alors que la ventilation était non fonctionnelle. L'inspection n'a pas constaté la présence d'une détection d'hydrogène dans ce local de charge. En conséquence, l'asservissement ventilation/charge n'est donc pas présente dans le local de charge.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 17-Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article 3.5.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce POI devra prendre en compte la présence d'établissements à risques situés à proximité de l'entrepôt. [...] Ce plan est également transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Des exercices sont réalisés tous les 2 ans en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.
Constats : Le POI n'est pas mis à jour annuellement et n'est transmis ni aux services d'incendie et de secours ni à l'inspection des installations classées (C17)
Observations : La dernière version du POI dont dispose l'inspection est celle de 2017. L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'une version de 2020 et qu'une version 2022 est en cours de révision. Néanmoins, l'exploitant n'a présenté aucune des deux versions précitées le jour de la visite. L'inspection n'a donc pas connaissance de leurs contenus. L'inspection a demandé en fin d'inspection qu'a minima la version 2020 du POI soit transmise à l'inspection. Le POI version 2017 ne mentionne pas le bâtiment B1 et ses risques et moyens de lutte contre l'incendie (absence de système automatique incendie par exemple). Le POI version 2017 mentionne la présence d'un entrepôt relevant de rubrique 1511 alors qu'aucun entrepôt ne relève de cette rubrique sur le site. L'inspection a constaté la présence de la mallette POI dans le poste de gardiennage. L'inspection n'a pas de remarque sur son contenu hormis que la version du POI dans cette mallette est celle de 2017. L'exploitant indique que les POI, quelle que soit la version, ne sont pas transmis au SDIS. L'exploitant a présenté un compte rendu d'exercice POI réalisé le 10/12/2021. Ce compte rendu mentionne des pistes d'améliorations. L'exploitant a indiqué qu'un plan d'actions a été déclenché à l'issue des tests. L'inspection n'a pas vérifié la mise en œuvre de ce plan d'actions.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 18-flux thermiques et réserves d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 4.1 et 5.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, flux thermiques et réserves d'eau
Prescription contrôlée : Art. 5.4.3

L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et, le cas échéant, en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis ci-dessus et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies.

L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des éventuelles réserves d'émulseur, dans les conditions définies à ci-dessus.

Dans les installations nouvelles, les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers.

Cette prescription n'est pas applicable pour chacun des cas suivants :

- lorsqu'un équipement peut être sollicité à distance par du personnel de l'exploitant formé à sa manoeuvre ;
- lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées ;
- lorsque la présence de l'équipement dans la cellule de liquides inflammables à l'origine de l'incendie est justifiée du fait de sa conception et de sa fonction vis-à-vis de la lutte contre cet incendie.

[...]

Art. 4.1

[...]

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection

des installations classées la cartographie des zones d'effets thermiques, susceptibles d'être générées en cas

d'incendie dans l'entrepôt et faisant apparaître clairement les limites de propriété, les constructions et les

voies de circulation touchées par ces zones d'effets.

Constats : L'exploitant doit justifier d'une éventuelle date de péremption/remplacement périodique de l'émulseur AFFF stocké sur le site afin d'attester de ses performances en cas de besoin.

L'exploitant doit vérifier la transmission à l'inspection des installations classées de la cartographie des zones d'effets thermiques, susceptibles d'être générées en cas d'incendie dans l'entrepôt et faisant apparaître clairement les limites de propriété, les constructions et les voies de circulation touchées par ces zones d'effets. Le cas échéant, l'exploitant transmettra l'étude et la cartographie précitée.

Observations : Le POI de 2017 mentionne que les RIA et le système sprinkler sont associés à une réserve d'émulseur AFFF.

L'inspection a constaté la présence de cette réserve d'émulseur dans local dédié accolé au bâtiment B4.

La jauge installée sur la réserve indique la présence d'émulseur à intérieur.

Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si l'émulseur doit être remplacé régulièrement afin de garantir ses performances. A priori ce dernier a été remplacé/complété récemment, suite à la rupture d'une bride ayant entraîné le déversement d'émulseur dans le local (traces de déversement au sol vues en inspection).

Lors de la visite l'inspection a constaté que la réserve d'eau pompier est présente et remplie. L'exploitant a indiqué que son volume utile est maintenu en permanence car alimenté par le

réseau AEP. La détection d'un sous remplissage s'effectue grâce à un robinet flotteur. Le jour de la visite, les 3 lignes d'aspiration étaient présentes et accessibles.

L'inspection a constaté lors de la visite que la cuve sprinkler était pleine. L'exploitant venait de la remplir et elle débordait par son trop plein. Le manomètre indiquait la valeur de 6,8 m de colonne d'eau soit environ 449 m³ pour un volume utile de 429 m³.

La seconde cuve sprinkler située dans le local sprinkler débordait également par son trop plein. Le manomètre indiquait la valeur de 3,2 m de colonne d'eau soit environ 36 m³ pour un volume utile de 33 m³.

L'inspection a également constaté que la réserve de fioul alimentant les pompes du local sprinkler était à un taux de remplissage d'environ 85 %.

Enfin, l'inspection n'a pas connaissance de la transmission d'une étude des flux thermiques des bâtiments et de la cartographie des zones d'effets thermiques.

L'exploitant doit vérifier si cette étude et la cartographie ont bien été transmises à l'inspection, le cas échéant, l'exploitant transmettra cette étude et la cartographie associée à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Point 19-Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;« - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;« - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;« - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;« - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;« - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;- les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie. (C18)
<p>Observations : L'exploitant a indiqué que le plan de défense incendie était en cours de rédaction pour intégration au POI et qu'il avait jusqu'au 31/12/2023 pour la mise en place de son plan de défense incendie selon son analyse des textes réglementaires.</p> <p>Or, conformément au I de l'annexe V - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS EXISTANTES SOUMISES À ENREGISTREMENT, les dispositions du point 23 de l'annexe II sont déjà applicables à cette installation.</p> <p>L'installation ne répond pas aux conditions de l'annexe VII, installations nouvellement soumises, annexe qui prévoit la mise en place du plan de défense incendie avant le 31/12/2023, puisque les installations relevaient déjà de la rubrique 1510 depuis l'arrêté préfectoral du 10/12/2004.</p> <p>L'installation est donc en défaut de plan de défense incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 20- Débourbeur/déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.4 Annexe II et Art. 1.6.2 AP 10/12/2004
Thème(s) : Risques accidentels, Débourbeur/déshuileur
Prescription contrôlée : Point 1.6.4 annexe II AM 11/04/2017 Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Art. 1.6.2 AP 10/12/2004 Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux des voies de circulation et des parcs de stationnement) doivent, avant rejet, faire l'objet d'un prétraitement par un ou plusieurs dispositifs adaptés, notamment débourbeurs-deshuileurs à obturation automatique avant rejet au bassin filtrant de l'entreprise.
Constats : L'exploitant ne s'assure pas du bon fonctionnement du débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration. Ce débourbeur/déshuileur n'est pas équipé d'un dispositif à obturation automatique. (C19)
Observations : Lors de la visite, l'inspection a examiné le débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration. L'inspection a constaté la présence importante d'hydrocarbures dans le séparateur. Ce dernier présente des traces de saturation. Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de dépôts noirâtres présentant une odeur d'hydrocarbures dans le bassin d'infiltration en sortie de la canalisation provenant du débourbeur/déshuileur. Enfin, le débourbeur/déshuileur ne présente aucune vanne d'obturation automatique. Aucune clé de manœuvre manuelle n'est également présente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Point 21 – Débourbeur/déshuileur-station service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2004, article Art. 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Débourbeur/déshuileur-station service
Prescription contrôlée : [...] Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteurséparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'air considéré, sans entraînement de liquides inflammables. Un dispositif de collecte indépendant sera prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux de lavage, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution. Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un séparateur hydrocarbures au niveau de la station de distribution de carburant muni d'un dispositif d'obturation automatique et distinct du débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration. (C20)
Observations : Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de débourbeur/déshuileur à proximité de la station de distribution de carburant. L'inspection a uniquement constaté la présence de deux avaloirs au droit de la station. L'exploitant a indiqué ne pas connaître la localisation des réseaux issus de la station de carburant. Pour rappel, le plan des réseaux ne fait apparaître aucun réseau au niveau de la station service. L'exploitant ne dispose pas d'un séparateur hydrocarbures au niveau de la station de distribution de carburant muni d'un dispositif d'obturation automatique et distinct du débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription